

TARIF D'ABONNEMENT

ROUBAIX-TOURCOING. Trois mois. 12 fr. 50. Six mois. 26 fr. Un an. 50 fr. Les autres Départements et l'Étranger, les prix des Abonnements est payable d'avance. Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX & RÉDACTION

Roubaix, rue Neuve, 47. - Tourcoing, rue des Poutrais, 42. Les Abonnements et ANNONCES sont reçus à ROUBAIX, rue Neuve, 47. - A LILLE, rue du Curé-Saint-Etienne, 9 bis. - A PARIS, chez M. HAVAS, LAFFITTE et C^o, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 28. - A L'OFFICE DE PUBLICITÉ.

LA QUESTION DU MAROC

L'Espagne s'échauffe en dépit des déclarations pacifiques que lord Rosebery a fait parvenir à M. de la Vega de Armijo, ministre des affaires étrangères, au sujet de la question du Maroc. La presse madrilène est en ébullition et le gouvernement lui-même prend toutes les dispositions nécessaires pour parer à toute éventualité.

L'Espagne a raison de montrer les dents et de ne pas attendre pour protester que les empiétements anglais sur l'indépendance marocaine soient devenus impossibles à conjurer. Non pas que nous croyions à l'ouverture des hostilités entre l'Angleterre et l'Espagne à propos du Maroc, loin de là.

Nous espérons, en effet, que l'une et l'autre puissance auront assez de sagesse, de prudence, de souci de leurs véritables intérêts pour ne pas se lancer dans une guerre européenne, dont les conséquences seraient peut-être fatales pour la paix du monde.

Nous ne sommes pas, en effet, que l'une et l'autre puissance auront assez de sagesse, de prudence, de souci de leurs véritables intérêts pour ne pas se lancer dans une guerre européenne, dont les conséquences seraient peut-être fatales pour la paix du monde.

Encore une fois, les motifs sur lesquels s'appuie lord Rosebery pour nécessiter une intervention de l'Angleterre au Maroc ne sont que des prétextes d'une transparence enfantine ; le but caché n'est que trop visible.

L'Espagne le comprend bien ; c'est pourquoi l'opinion publique paraît chez elle tellement surexcitée. Suivons son exemple avec modération, sans fanatisme, mais sans faiblesse. Nous nous en trouverons bien. On assure qu'une division de l'escadre de la Méditerranée va appareiller à destination de Tanger. C'est parfait, mais cela ne suffit pas. Il faut que le Foreign-Office sache clairement à quels dangers il s'exposerait de notre côté en essayant de mettre à exécution ses projets de conquête. C'est le seul moyen de l'arrêter.

Il y a dix ans, nous avons commis, dans des circonstances analogues, une faute irréparable au sujet d'Égypte ; ne la recommençons pas aujourd'hui au Maroc. Elle pourrait nous coûter beaucoup plus cher.

LES SCANDALES DU PANAMA

La Libre Parole, annonce que M. Carnot serait déçu et aurait même désigné, d'accord avec les principaux membres du cabinet, « son successeur éventuel, une haute personnalité militaire qui en ce moment, d'une très grande et très légitime popularité ».

On n'est pas sans remarquer, au Palais Bourbon, que les attaques contre M. Carnot et que les révélation panaméennes subissent un temps d'arrêt, depuis vingt-quatre heures.

L'Incident Cassagnac

M. Paul de Cassagnac revient, dans l'Anticlérical, sur les accusations sans preuves lancées contre lui par l'opportuniste Dupuy-Dutemps.

M. de Cassagnac adresse à M. Brisson, président de la Commission d'enquête, la lettre suivante : « Monsieur le président, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un exemplaire de mon ouvrage intitulé : Les décrets de la République, etc. »

M. de Cassagnac adresse à M. Brisson, président de la Commission d'enquête, la lettre suivante : « Monsieur le président, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un exemplaire de mon ouvrage intitulé : Les décrets de la République, etc. »

M. de Cassagnac adresse à M. Brisson, président de la Commission d'enquête, la lettre suivante : « Monsieur le président, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un exemplaire de mon ouvrage intitulé : Les décrets de la République, etc. »

M. de Cassagnac adresse à M. Brisson, président de la Commission d'enquête, la lettre suivante : « Monsieur le président, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un exemplaire de mon ouvrage intitulé : Les décrets de la République, etc. »

M. de Cassagnac adresse à M. Brisson, président de la Commission d'enquête, la lettre suivante : « Monsieur le président, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un exemplaire de mon ouvrage intitulé : Les décrets de la République, etc. »

M. de Cassagnac adresse à M. Brisson, président de la Commission d'enquête, la lettre suivante : « Monsieur le président, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un exemplaire de mon ouvrage intitulé : Les décrets de la République, etc. »

M. de Cassagnac adresse à M. Brisson, président de la Commission d'enquête, la lettre suivante : « Monsieur le président, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un exemplaire de mon ouvrage intitulé : Les décrets de la République, etc. »

M. de Cassagnac adresse à M. Brisson, président de la Commission d'enquête, la lettre suivante : « Monsieur le président, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un exemplaire de mon ouvrage intitulé : Les décrets de la République, etc. »

M. de Cassagnac adresse à M. Brisson, président de la Commission d'enquête, la lettre suivante : « Monsieur le président, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un exemplaire de mon ouvrage intitulé : Les décrets de la République, etc. »

LA DISSOLUTION

Le Figaro dit que le président de la République songerait à constituer un cabinet qui succéderait à celui-ci dans un délai assez prochain, au plus tard après le procès, le mandat de dissolution la Chambre.

Le Figaro dit que le président de la République songerait à constituer un cabinet qui succéderait à celui-ci dans un délai assez prochain, au plus tard après le procès, le mandat de dissolution la Chambre.

Le Figaro dit que le président de la République songerait à constituer un cabinet qui succéderait à celui-ci dans un délai assez prochain, au plus tard après le procès, le mandat de dissolution la Chambre.

Le Figaro dit que le président de la République songerait à constituer un cabinet qui succéderait à celui-ci dans un délai assez prochain, au plus tard après le procès, le mandat de dissolution la Chambre.

Le Figaro dit que le président de la République songerait à constituer un cabinet qui succéderait à celui-ci dans un délai assez prochain, au plus tard après le procès, le mandat de dissolution la Chambre.

Le Figaro dit que le président de la République songerait à constituer un cabinet qui succéderait à celui-ci dans un délai assez prochain, au plus tard après le procès, le mandat de dissolution la Chambre.

Le Figaro dit que le président de la République songerait à constituer un cabinet qui succéderait à celui-ci dans un délai assez prochain, au plus tard après le procès, le mandat de dissolution la Chambre.

Le Figaro dit que le président de la République songerait à constituer un cabinet qui succéderait à celui-ci dans un délai assez prochain, au plus tard après le procès, le mandat de dissolution la Chambre.

Le Figaro dit que le président de la République songerait à constituer un cabinet qui succéderait à celui-ci dans un délai assez prochain, au plus tard après le procès, le mandat de dissolution la Chambre.

Le Figaro dit que le président de la République songerait à constituer un cabinet qui succéderait à celui-ci dans un délai assez prochain, au plus tard après le procès, le mandat de dissolution la Chambre.

LE PROCÈS DES ADMINISTRATEURS DU PANAMA

C'est aujourd'hui mardi que reprennent devant la 1^{re} chambre de la Cour, les audiences du procès de Panama. Ceux qui attendent, pour la fin de la semaine, l'arrêt de la Cour, ont une vive émotion.

C'est aujourd'hui mardi que reprennent devant la 1^{re} chambre de la Cour, les audiences du procès de Panama. Ceux qui attendent, pour la fin de la semaine, l'arrêt de la Cour, ont une vive émotion.

C'est aujourd'hui mardi que reprennent devant la 1^{re} chambre de la Cour, les audiences du procès de Panama. Ceux qui attendent, pour la fin de la semaine, l'arrêt de la Cour, ont une vive émotion.

C'est aujourd'hui mardi que reprennent devant la 1^{re} chambre de la Cour, les audiences du procès de Panama. Ceux qui attendent, pour la fin de la semaine, l'arrêt de la Cour, ont une vive émotion.

C'est aujourd'hui mardi que reprennent devant la 1^{re} chambre de la Cour, les audiences du procès de Panama. Ceux qui attendent, pour la fin de la semaine, l'arrêt de la Cour, ont une vive émotion.

C'est aujourd'hui mardi que reprennent devant la 1^{re} chambre de la Cour, les audiences du procès de Panama. Ceux qui attendent, pour la fin de la semaine, l'arrêt de la Cour, ont une vive émotion.

C'est aujourd'hui mardi que reprennent devant la 1^{re} chambre de la Cour, les audiences du procès de Panama. Ceux qui attendent, pour la fin de la semaine, l'arrêt de la Cour, ont une vive émotion.

C'est aujourd'hui mardi que reprennent devant la 1^{re} chambre de la Cour, les audiences du procès de Panama. Ceux qui attendent, pour la fin de la semaine, l'arrêt de la Cour, ont une vive émotion.

C'est aujourd'hui mardi que reprennent devant la 1^{re} chambre de la Cour, les audiences du procès de Panama. Ceux qui attendent, pour la fin de la semaine, l'arrêt de la Cour, ont une vive émotion.

C'est aujourd'hui mardi que reprennent devant la 1^{re} chambre de la Cour, les audiences du procès de Panama. Ceux qui attendent, pour la fin de la semaine, l'arrêt de la Cour, ont une vive émotion.

LE RÔLE DE LA TRIPLE-ALLIANCE EN FRANCE

Paris, 17 janvier. — En prenant date, que nous nous aurons l'occasion d'apprendre quel avait été le rôle de la Triple-Alliance en France depuis un an et demi, la déposition de Tschischler, rédacteur du Gradivum, devant la Commission d'enquête, hier, a été, paraît-il, sur ce grave sujet. On n'a reproduit, de cette déposition, un extrait très court.

Paris, 17 janvier. — En prenant date, que nous nous aurons l'occasion d'apprendre quel avait été le rôle de la Triple-Alliance en France depuis un an et demi, la déposition de Tschischler, rédacteur du Gradivum, devant la Commission d'enquête, hier, a été, paraît-il, sur ce grave sujet. On n'a reproduit, de cette déposition, un extrait très court.

Paris, 17 janvier. — En prenant date, que nous nous aurons l'occasion d'apprendre quel avait été le rôle de la Triple-Alliance en France depuis un an et demi, la déposition de Tschischler, rédacteur du Gradivum, devant la Commission d'enquête, hier, a été, paraît-il, sur ce grave sujet. On n'a reproduit, de cette déposition, un extrait très court.

Paris, 17 janvier. — En prenant date, que nous nous aurons l'occasion d'apprendre quel avait été le rôle de la Triple-Alliance en France depuis un an et demi, la déposition de Tschischler, rédacteur du Gradivum, devant la Commission d'enquête, hier, a été, paraît-il, sur ce grave sujet. On n'a reproduit, de cette déposition, un extrait très court.

Paris, 17 janvier. — En prenant date, que nous nous aurons l'occasion d'apprendre quel avait été le rôle de la Triple-Alliance en France depuis un an et demi, la déposition de Tschischler, rédacteur du Gradivum, devant la Commission d'enquête, hier, a été, paraît-il, sur ce grave sujet. On n'a reproduit, de cette déposition, un extrait très court.

Paris, 17 janvier. — En prenant date, que nous nous aurons l'occasion d'apprendre quel avait été le rôle de la Triple-Alliance en France depuis un an et demi, la déposition de Tschischler, rédacteur du Gradivum, devant la Commission d'enquête, hier, a été, paraît-il, sur ce grave sujet. On n'a reproduit, de cette déposition, un extrait très court.

Paris, 17 janvier. — En prenant date, que nous nous aurons l'occasion d'apprendre quel avait été le rôle de la Triple-Alliance en France depuis un an et demi, la déposition de Tschischler, rédacteur du Gradivum, devant la Commission d'enquête, hier, a été, paraît-il, sur ce grave sujet. On n'a reproduit, de cette déposition, un extrait très court.

Paris, 17 janvier. — En prenant date, que nous nous aurons l'occasion d'apprendre quel avait été le rôle de la Triple-Alliance en France depuis un an et demi, la déposition de Tschischler, rédacteur du Gradivum, devant la Commission d'enquête, hier, a été, paraît-il, sur ce grave sujet. On n'a reproduit, de cette déposition, un extrait très court.

Paris, 17 janvier. — En prenant date, que nous nous aurons l'occasion d'apprendre quel avait été le rôle de la Triple-Alliance en France depuis un an et demi, la déposition de Tschischler, rédacteur du Gradivum, devant la Commission d'enquête, hier, a été, paraît-il, sur ce grave sujet. On n'a reproduit, de cette déposition, un extrait très court.

Paris, 17 janvier. — En prenant date, que nous nous aurons l'occasion d'apprendre quel avait été le rôle de la Triple-Alliance en France depuis un an et demi, la déposition de Tschischler, rédacteur du Gradivum, devant la Commission d'enquête, hier, a été, paraît-il, sur ce grave sujet. On n'a reproduit, de cette déposition, un extrait très court.

LE MINISTRE PUBLIC EXPRIME SON SENTIMENT SUR L'ACCUSATION

« Arrêtons-nous un instant, dit-il, et mesurons l'étendue du désastre ! Au moment de la liquidation, l'actif réalisable représentait au plus 60 millions au lieu d'un capital de plus d'un milliard. Un milliard 300 millions avaient été évaporés. »

« Arrêtons-nous un instant, dit-il, et mesurons l'étendue du désastre ! Au moment de la liquidation, l'actif réalisable représentait au plus 60 millions au lieu d'un capital de plus d'un milliard. Un milliard 300 millions avaient été évaporés. »

« Arrêtons-nous un instant, dit-il, et mesurons l'étendue du désastre ! Au moment de la liquidation, l'actif réalisable représentait au plus 60 millions au lieu d'un capital de plus d'un milliard. Un milliard 300 millions avaient été évaporés. »

« Arrêtons-nous un instant, dit-il, et mesurons l'étendue du désastre ! Au moment de la liquidation, l'actif réalisable représentait au plus 60 millions au lieu d'un capital de plus d'un milliard. Un milliard 300 millions avaient été évaporés. »

« Arrêtons-nous un instant, dit-il, et mesurons l'étendue du désastre ! Au moment de la liquidation, l'actif réalisable représentait au plus 60 millions au lieu d'un capital de plus d'un milliard. Un milliard 300 millions avaient été évaporés. »

« Arrêtons-nous un instant, dit-il, et mesurons l'étendue du désastre ! Au moment de la liquidation, l'actif réalisable représentait au plus 60 millions au lieu d'un capital de plus d'un milliard. Un milliard 300 millions avaient été évaporés. »

« Arrêtons-nous un instant, dit-il, et mesurons l'étendue du désastre ! Au moment de la liquidation, l'actif réalisable représentait au plus 60 millions au lieu d'un capital de plus d'un milliard. Un milliard 300 millions avaient été évaporés. »

« Arrêtons-nous un instant, dit-il, et mesurons l'étendue du désastre ! Au moment de la liquidation, l'actif réalisable représentait au plus 60 millions au lieu d'un capital de plus d'un milliard. Un milliard 300 millions avaient été évaporés. »

« Arrêtons-nous un instant, dit-il, et mesurons l'étendue du désastre ! Au moment de la liquidation, l'actif réalisable représentait au plus 60 millions au lieu d'un capital de plus d'un milliard. Un milliard 300 millions avaient été évaporés. »

« Arrêtons-nous un instant, dit-il, et mesurons l'étendue du désastre ! Au moment de la liquidation, l'actif réalisable représentait au plus 60 millions au lieu d'un capital de plus d'un milliard. Un milliard 300 millions avaient été évaporés. »

Table of stock market data for Paris, Lille, and other locations, including columns for course, value, and change.

Table of stock market data for Lille, including columns for course, value, and change.

Dernière Heure

12 nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIALE. M. Delcasse sous-secrétaire d'Etat aux Colonies. Paris, 18 janvier. — M. Delcasse vient d'accepter le poste de sous-secrétaire d'Etat aux Colonies, sur les instances, assurées, de MM. Ribot et Siegfried.

Le compte général est encore débiteur de 6,116,210 fr. 85. « Bien que ce premier syndicat ne fut pas liquide, on forma néanmoins un second sous la rubrique : Divers participants, actions Dépôts. »

Le compte général est encore débiteur de 6,116,210 fr. 85. « Bien que ce premier syndicat ne fut pas liquide, on forma néanmoins un second sous la rubrique : Divers participants, actions Dépôts. »

Le compte général est encore débiteur de 6,116,210 fr. 85. « Bien que ce premier syndicat ne fut pas liquide, on forma néanmoins un second sous la rubrique : Divers participants, actions Dépôts. »